

<http://www.snetap-fsu.fr/Pays-de-la-Loire-Boycott-CREA.html>



Pays de la Loire : Boycott CREA

- En Région -

Date de mise en ligne : samedi 10 décembre 2011

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés



Déclaration commune des organisations syndicales et des parents d'élèves de l'enseignement agricole au Comité Régional de l'enseignement agricole des Pays de la Loire du 9/12/11

Monsieur Le Maire, le Ministre de l'agriculture n'entend pas....alors nous ne siégerons pas aujourd'hui au CREA des Pays de la Loire

Le Ministre n'entend pas l'exaspération des personnels de l'enseignement agricole devant ces coupes sombres dans l'emploi depuis trop d'années.

Le Ministre n'entend pas lorsque à l'unanimité les personnels lui crient que le budget 2012 qu'il veut imposer à toute notre communauté éducative n'est pas tenable. Que les 280 suppressions de postes se traduiront par une implosion du système. Il est trop facile à chaque rentrée de se féliciter d'un système d'enseignement qui permet une réelle insertion professionnelle et une véritable promotion sociale pour quelques mois plus tard lui planter un couteau dans le dos.

Le Ministre n'entend pas les craintes des familles devant cette politique mortifère pour notre système, qui nie les besoins des familles et des jeunes, qui met en péril leur réussite et qui lui permet, comme il s'en est récemment satisfait, de justifier les réductions d'emploi.

Le Ministre ne veut pas entendre que les 170 000 élèves (20 000 en région Pays de la Loire) de l'enseignement agricole méritent mieux que le mépris singulier qu'il leur témoigne depuis la rentrée en refusant toute rencontre avec les organisations syndicales représentatives.

Le Ministre ne veut pas entendre que la logique comptable et budgétaire qui tient lieu de doctrine ne fait pas une politique éducative digne d'un pays développé pour qui veut un avenir un tant soit peu porteur d'espoir aux jeunes scolarisés dans les lycées agricoles.

Les conditions d'accueil et d'enseignement font craquer le système, même les chefs d'établissement (dont certains sont en grève administrative depuis le 21 novembre) s'en émeuvent, même les élus locaux s'en inquiètent, même la profession est interpellée quant à l'avenir des futurs professionnels...

Tout cela ne devrait pas manquer d'alerter le ministre. Mais il n'entend pas. Le ministre n'a pas daigné apporter la moindre réponse, le moindre message suite aux constats alarmants que nous faisons sur les limites de son budget.

Il n'entend pas... Il est sourd à toute nos demandes. Alors nous continuerons à le lui dire, à le lui écrire pour ensemble défendre l'enseignement agricole.

Le Ministre n'entend pas....alors nous ne siégerons pas aujourd'hui au CREA des Pays de la Loire

Voir la position du Conseil régional Pays de Loire sur la rentrée 2012 annoncée dans l'[EAP](#) :



esprit grand ouvert  **PAYS DE LA LOIRE**

Nantes, le 9 décembre 2011

Réunion du Comité régional de l'enseignement agricole le 9 décembre 2011
« Une rentrée catastrophique pour l'enseignement agricole en Pays de la Loire »

COMMUNIQUE DE PRESSE

Lors de la séance du Comité régional de l'enseignement agricole qui s'est tenue aujourd'hui, Matthieu Ophelin, Vice-président de la Région des Pays de la Loire, Président de la Commission Éducation et Apprentissage, a exprimé la position de la Région des Pays de la Loire concernant les conditions de rentrée dans l'enseignement agricole, en solidarité avec les organisations syndicales du public, du privé et les Réseaux de parents d'élèves.

Les conditions de la rentrée 2012 inacceptables

L'enseignement agricole enregistre une nouvelle réduction nationale de 280 postes qui se cumule à celle des années précédentes et qui s'inscrit dans un choix assumé par le Président de la République de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Ce choix ne produit pas les effets escomptés en terme budgétaire, mais a un impact catastrophique sur le fonctionnement des établissements de formation et sur les conditions de scolarité des 170 000 jeunes dont 10 000 en Pays de la Loire.

Le Ministre de l'Éducation, de l'Agriculture et de la Forêt refuse toute concertation avec les organisations syndicales et les différents réseaux de formation. Cette attitude qui confine au mépris n'est pas responsable et confirme que l'enseignement n'est pas une priorité pour le Gouvernement.

« Ces conditions vont aggraver l'accueil et la formation des jeunes qui ont choisi cet enseignement et particulièrement ceux qui sont les plus fragiles ; cela va particulièrement toucher les lycées publics agricoles de la Région qui ont besoin, bien au contraire, d'être particulièrement soutenus » affirme Jacques Auzietto, Président de la Région des Pays de la Loire.

Cette situation est d'ailleurs dénoncée par certains chefs d'établissement en grève administrative depuis le 21 novembre dernier. La Région des Pays de la Loire demande, comme l'a fait dernièrement le Sénat, qu'aucun poste ne soit supprimé pour la rentrée 2012 et que les organisations syndicales et de parents ainsi que les réseaux de formation soient écoutés par l'État.

« A chacun ses choix et ses priorités ! En définitive, l'avenir des jeunes ne peut constituer une variable d'ajustement budgétaire. Au moment où la crise économique a comme première victime l'emploi des jeunes, il est fondamental de améliorer les conditions pour que chaque jeune ait un bon niveau de formation et de qualification » rappelle Matthieu Ophelin, vice-président de la Région des Pays de la Loire.

Chiffres clés pour la rentrée 2012 en Pays de la Loire

- 10 000 jeunes scolarisés dans les lycées agricoles
- L'État va supprimer une dizaine de postes dans les lycées agricoles privés et publics des Pays de la Loire ;
- La Région des Pays de la Loire va augmenter les crédits de fonctionnement de l'ordre de 5 % par rapport à 2011 et en particulier engager de nouvelles mesures dont celles de mettre à disposition un ordinateur pour les élèves les plus démunis, et favoriser la mise en place des séjours en Europe. Enfin, elle doit voter fin janvier prochain 16,7 M€ de crédits d'investissement dans le cadre de son budget 2012.